



Genève, le 15 juillet 2015

Aux représentant-e-s des médias

(2 pages)

Communiqué de presse conjoint du département de la sécurité et de l'économie et du département présidentiel

La violence domestique en chiffres, année 2014

Pour la quatrième année consécutive, l'Observatoire genevois des violences domestiques présente ses données, complétées par les statistiques policières. En matière de violences domestiques, on constate à nouveau en 2014 une hausse annuelle des infractions pénales annoncées (+ 8,9%) et une augmentation notable du nombre d'auteurs et de victimes pris en charge par la police (respectivement +12,6% et +12,4%). La proportion d'habitants du canton de Genève, victimes ou auteurs de violences ayant fréquenté au moins une des quatorze institutions membres de l'observatoire, passe de 1,2 à 1,5%.

La stratégie de sensibilisation et de prévention mise en place à Genève en matière de violences domestiques porte ses fruits, comme le démontrent les statistiques 2014. Le dévoilement des situations, en particulier à un stade précoce, se trouve favorisé. Le nombre de mesures d'éloignement prononcées par la police s'affiche stable, tandis que le taux de récidive est très faible.

En 2014, 7'054 victimes ou auteurs de violences domestiques sont recensés par l'observatoire, contre 5'879 personnes l'année précédente (soit 1,5% de la population totale du canton, contre 1,2% en 2013). Malgré cette évolution, les caractéristiques des personnes recensées sont similaires à celles de l'année précédente.

Les institutions observent que la violence domestique est principalement subie ou exercée dans un contexte conjugal, au sein du couple (40%) ou après la séparation (16%). Deux tiers des personnes ont entre 18 et 64 ans, 32% sont mineures et 2% ont plus de 64 ans. Les femmes sont majoritaires (64% pour 36% d'hommes). Si elles sont plus souvent répertoriées comme victimes et les hommes comme auteurs, la situation inverse existe aussi : 23% des victimes directes et 50% des victimes indirectes sont des hommes ou des garçons, et 27% des auteurs sont des femmes.

La violence la plus fréquente est d'ordre psychologique. Elle est enregistrée dans 86% des prises en charge, qu'elle soit accompagnée d'un autre type de violence ou pas. La violence physique est évoquée lors de 65% des prises en charge. Les violences de nature sexuelle ou économique sont moins fréquemment citées. Enfin, sur les 187 éloignements administratifs prononcés par la police entre 2011 et 2014, cette dernière est intervenue une nouvelle fois auprès de six auteurs ayant récidivé.

Cette statistique ne comptabilise toutefois que les personnes s'adressant aux institutions membres de l'observatoire ; celles qui recourent uniquement aux services de leur médecin ou encore celles qui, sans consulter, sont aidées par des proches ne sont pas répertoriées.

A noter que le lien se fait de mieux en mieux entre professionnels travaillant en libéral et institutions publiques et parapubliques. L'outil <http://ge.ch/stopviolence> développé à l'intention des professionnels permet depuis octobre 2014 une meilleure orientation des situations au sein du réseau, de même qu'une sensibilisation accrue à la thématique.

Enfin, le Conseil d'Etat a décidé en février 2015 de réunir, dans un même service relevant du département présidentiel, le bureau des violences domestiques et le bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes. Cette nouvelle structure œuvrera de façon plus cohérente et homogène à la promotion de l'égalité et à la prévention des violences qu'elles soient domestiques, liées au sexe, à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre. La nouvelle directrice, Madame Colette Fry, entrera en fonction le 1^{er} septembre prochain.

Accès à la publication: www.ge.ch/violences-domestiques/statistiques.asp
www.ge.ch/statistique/domaines/19/19_02/publications.asp

Pour toute information complémentaire :

M. David Bourgoz, délégué aux violences domestiques, DSE - tél. +41 (0)22 546 89 80/2 ou +41 (0)76 396 18 09;

M. Roland Rietschin, directeur de l'Office cantonal de la statistique, PRE - tél. +41 (0)22 388 75 01.